



Assemblée générale

Distr. générale
17 septembre 2013
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Vingt-quatrième session

Point 6 de l'ordre du jour

Examen périodique universel

Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel*

Canada

Additif

Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction de l'Organisation des Nations Unies.

1. Le présent document présente les réponses du Canada aux 162 recommandations formulées lors du deuxième Examen périodique universel (EPU) du Canada, le 26 avril 2013.
2. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont examiné attentivement les recommandations et ont collaboré pour élaborer le présent document. La société civile et les organisations autochtones ont aussi été invitées à faire part de leurs points de vue sur les recommandations, par écrit et lors des deux réunions tenues avec les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.
3. Le Canada indique qu'il a accepté 122 recommandations, en totalité, en partie ou en principe. Les recommandations que le Canada accepte en totalité ou en partie sont celles que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux appliquent déjà dans le cadre de mesures législatives ou administratives existantes et qu'ils sont résolus à mettre définitivement en œuvre. Les recommandations que le Canada accepte en principe sont celles pour lesquelles les gouvernements prennent des mesures en vue de réaliser les objectifs énoncés, sans toutefois accepter les mesures proposées. Les recommandations ne sont pas acceptées lorsqu'elles exigent des mesures qui, pour l'heure, ne sont pas à l'étude, que le Canada adhère ou non aux objectifs sous-jacents.

Instruments internationaux et exécution des obligations internationales

4. Le Canada accepte la recommandation 9. Le Canada a ratifié le Statut de Rome en 2000.
5. Le Canada accepte en principe les recommandations 2 et 11 mais ne prévoit pas pour l'heure de ratifier les conventions dont il est question dans ces recommandations.
6. Le Canada n'accepte pas les recommandations:
 - 1, 3, 4, 5, 6, 8, 10, 12, 13, 14 et 15: la ratification des instruments évoqués n'est pas envisagée pour le moment. Le Canada est partie à sept des principaux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et concentre son attention sur leur mise en œuvre;
 - 16 et 31: le Canada s'attache à promouvoir et à mettre en œuvre la Convention relative aux droits de l'enfant par le biais d'un ensemble de garanties constitutionnelles et de mesures législatives et administratives prises aux niveaux fédéral, provincial et territorial, conformément à son approche traditionnelle. La Convention elle-même n'impose pas d'intégrer directement ses dispositions dans la législation nationale;
 - 22: la protection contre la torture est garantie dans la Constitution et le Code criminel canadiens. Le Canada n'a pas pour pratique de promulguer une loi pour intégrer au droit national un traité international relatif aux droits de l'homme.

Suite donnée aux recommandations formulées par les États membres du Conseil et coopération avec les mécanismes des Nations Unies

7. Le Canada accepte les recommandations:
 - 28, 30 et la seconde partie de la recommandation 47 compte tenu du fait que les minorités ne font l'objet d'aucune discrimination dans le domaine de l'enseignement;
 - 32, 33 et 34: le Canada continuera de coopérer avec les mécanismes de défense des droits de l'homme et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.

8. Le Canada accepte en principe la recommandation 29 et la première partie de la recommandation 47 (recommandations d'organes conventionnels). Les gouvernements sollicitent régulièrement l'avis de la société civile et des organisations autochtones afin d'éclairer leur analyse des recommandations; ils rendront compte publiquement de la mise en œuvre des recommandations dans des rapports périodiques adressés aux organes conventionnels de l'ONU.

9. Le Canada accepte en principe les recommandations 35 et 36. Son action dans le domaine des droits de l'homme est soumise à un examen, conformément à ses obligations au titre des instruments internationaux qu'il a ratifiés et aux règles des organes conventionnels concernés. Le Canada examinera les demandes de visite des Rapporteurs spéciaux au cas par cas.

10. Le Canada n'accepte pas la recommandation 27. Les gouvernements continueront à traiter les questions soulevées dans le cadre du dernier Examen périodique universel; cependant, la pratique établie ne prévoit pas l'adoption d'un plan d'action pour mettre en œuvre les recommandations acceptées.

Racisme, discrimination raciale et religieuse et xénophobie

11. Le Canada accepte les recommandations:

- 38, 40, 41, 42, 50, 51 et 52.

De nombreuses mesures ont été adoptées pour veiller à ce que le Canada ne connaisse pas de problèmes dus au racisme et à la discrimination systémiques. Le Canada ne pratique pas le ciblage, le profilage ou le harcèlement malicieux des membres des communautés ethniques ou raciales. Le Code criminel canadien condamne et interdit tous les actes de violence, envers toute personne, et interdit le fait de préconiser ou de fomenter le génocide, d'inciter publiquement à la haine, susceptible de troubler l'ordre public, ou de promouvoir délibérément la haine contre un groupe identifiable précis, pour des motifs liés à la race, la couleur de peau, l'origine ethnique ou la religion. Au Canada, chaque collectivité territoriale a également sa propre législation qui traite de ces questions, y compris des lois qui interdisent la discrimination, sauf si celle-ci vise à avantager une minorité comme dans le cas des mesures de discrimination positive.

12. Le Canada accepte en partie les recommandations:

- 19, 21, 39 et 49.

Le Canada poursuivra ses efforts pour faire en sorte que le racisme systémique ne devienne pas un problème dans le pays, mais n'accepte pas les recommandations visant à adopter de nouvelles lois fédérales pour mettre en œuvre la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Des garanties contre la discrimination existent déjà dans l'ensemble du pays.

13. Le Canada accepte en principe les recommandations 37, 43, 44, 45, 46 et 48.

Le Canada dispose d'un ensemble de lois, de politiques et de stratégies visant à combattre le racisme dans l'ensemble du pays, mais n'accepte pas la recommandation d'adopter une stratégie nationale.

14. Le Canada n'accepte pas les recommandations 17, 18 et 20 et la partie connexe de la recommandation 49, parce qu'elles sont superflues et redondantes par rapport à la législation nationale en vigueur.

Groupes minoritaires

15. Le Canada accepte les recommandations:

- 53, 54, 55, 56 et 69.

Peuples autochtones

16. Le Canada accepte les recommandations:

- 59, 62, 63, 65, 68, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78 et 139,

Sur la base de mesures existantes, notamment la loi sur l'équité entre les sexes relativement à l'inscription au registre des Indiens et la loi sur les foyers familiaux situés dans les réserves et les droits ou intérêts matrimoniaux, les nombreuses mesures d'appui mises en place aux niveaux fédéral, provincial et territorial sous forme de compléments de revenus, d'aides à l'emploi, au logement, à la santé et à l'éducation, et le soutien continu apporté aux peuples autochtones (Premières nations, Inuits et Métis) et les habitants du Nord.

17. Le Canada accepte en partie les recommandations:

- 60 (recommandations du Comité des droits de l'enfant) et 67 (plein exercice de tous les droits de l'homme).

Les recommandations du Comité des droits de l'enfant ne sont pas contraignantes légalement, mais les gouvernements au Canada observent déjà les mêmes principes.

18. Le Canada accepte en principe la recommandation 64. Le Gouvernement canadien poursuivra sa collaboration avec les partenaires autochtones, provinciaux et territoriaux afin de garantir aux communautés autochtones l'accès à des services comparables à ceux dont jouissent les autres Canadiens.

19. Le Canada n'accepte pas:

- Les recommandations 60 (première partie), 61 et 66, et la partie de la recommandation 67 qui porte sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, que le Canada considère comme un instrument non contraignant, qui exprime une aspiration. Le Canada continuera de travailler en partenariat avec les peuples autochtones sur les nombreuses questions dont traite la Déclaration, y compris celles dans le domaine de l'éducation, du développement économique, du logement, des services à l'enfant et à la famille, de l'accès à l'eau potable, et sur l'extension de la protection des droits de l'homme et de la protection des biens fonciers matrimoniaux aux membres des Premières Nations dans les réserves.

Femmes

20. Le Canada accepte les recommandations:

- 26, 79, 80 et 91.

Enfants

21. Le Canada accepte les recommandations 112, 128 et 129. Le Canada a mis en œuvre des mesures de prévention, d'intervention et de soutien en vue de protéger les enfants de toutes les formes de violence, y compris l'exploitation sexuelle. En outre, des programmes et des politiques visant à encourager la fourniture de services de niveau comparable à tous les enfants, y compris les enfants autochtones, sont actuellement en vigueur.

22. Le Canada accepte en partie les recommandations:

- 113 (lutte contre la pédophilie), 114 (environnements de travail dangereux et à risque) et 120 (exploitation sexuelle des enfants).

Le Code criminel prévoit des protections globales contre toutes les formes d'agression et d'exploitation sexuelles d'enfants, y compris la pédophilie et la prostitution des enfants, et l'exploitation sexuelle d'enfants constitue un motif d'intervention des services provinciaux de protection de l'enfance. Le Canada rejette l'affirmation selon laquelle la prostitution des enfants a pris de l'ampleur au Canada, mais reconnaît l'accélération internationale de ce phénomène, et il a adopté des mesures visant à empêcher la traite des êtres humains et le tourisme sexuel à caractère pédophile. Toutes les provinces et tous les territoires canadiens ont adopté des mesures visant à protéger les enfants de l'exploitation économique et des travaux dangereux.

23. Le Canada accepte en principe la première partie de la recommandation 7, qui a trait à la réserve du Canada à l'article 37 c) de la Convention relative aux droits de l'enfant. Les modifications récemment apportées à la loi sur le système de justice pénale pour les adolescents disposent que, dans tous les cas, les jeunes de moins de 18 ans purgent leur peine dans des centres de détention pour adolescents. Le Canada n'envisage pas pour l'heure de lever sa réserve.

24. Le Canada n'accepte pas les recommandations:

- 7 (seconde partie), 119 et 120 (première partie), qui préconisent de nommer un médiateur fédéral pour les enfants, alors que les fonctions de médiation sont déjà remplies par les mécanismes nationaux de mise en œuvre existants;
- 23: le nom du père n'est pas supprimé des actes de naissance des enfants nés hors mariage; en revanche, les gouvernements provinciaux et territoriaux offrent un éventail d'autres possibilités pour reconnaître le statut de parent;
- 115 et 116: aucune modification de la politique canadienne n'est prévue;
- 117: voir recommandation 120. Même si deux infractions liées à la prostitution prévues par le Code criminel pourraient s'appliquer aux enfants qui se prostituent, il est tenu compte de la vulnérabilité de ces derniers lorsque l'on décide d'engager ou non des poursuites judiciaires;
- 118: le Code criminel érige en infraction tous les mauvais traitements infligés aux enfants, mais accorde une protection limitée aux parents, aux pourvoyeurs de soins et aux enseignants, uniquement dans les cas où une force légère ayant un effet transitoire et insignifiant a été utilisée pour infliger une correction.

Personnes handicapées

25. Le Canada accepte les recommandations:

- 24, 141, 142, 143, 144 et 145.

Personnes âgées

26. Le Canada accepte les recommandations 24 (comme ci-dessus) et 25.

Migrants et réfugiés

27. Le Canada accepte les recommandations:

- 147, 148, 149 et 150.

28. Le Canada n'accepte pas la recommandation 146. La loi sur l'immigration et la protection des réfugiés n'entraîne pas de discrimination à l'égard des personnes en fonction de leur race, de leur couleur de peau, de leur origine nationale ou ethnique. Il convient d'appliquer des règles de détention plus strictes aux particuliers arrivés au Canada dans le

cadre d'un trafic de personnes afin que les autorités publiques aient le temps de vérifier l'identité et les antécédents des intéressés, et de déterminer si ceux-ci sont admissibles, et ce afin de protéger la sécurité nationale et la sûreté publique.

Pauvreté, problème des sans-abri et sécurité alimentaire

29. Le Canada accepte les recommandations 126 et 127.

30. Le Canada accepte en partie la recommandation 124. Le Canada n'adoptera pas de stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, la plupart des provinces et des territoires ayant déjà adopté des stratégies et des plans d'action en la matière. Le Gouvernement fédéral finance également des initiatives communautaires dans toutes les provinces et tous les territoires par le biais de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance.

31. Le Canada accepte en principe la première partie de la recommandation 125. Le Canada reste déterminé à mettre en œuvre les politiques et programmes fédéraux, provinciaux et territoriaux, mais il n'accepte pas la proposition spécifique de concevoir un plan national de sécurité alimentaire.

Eau et assainissement

32. Le Canada accepte en principe les recommandations 123, 130, 131, 132 et 133. Les gouvernements du Canada ont adopté diverses mesures législatives et réglementaires régissant l'accès à l'eau potable, le traitement des eaux usées et l'assainissement. En outre, la loi sur la salubrité de l'eau potable des Premières Nations, récemment promulguée, permettra au Gouvernement canadien de travailler avec les Premières Nations pour élaborer des règlements fédéraux visant à leur assurer un approvisionnement régulier en eau potable sûre, propre et fiable ainsi qu'un traitement efficace des eaux usées et à leur garantir la protection des sources d'eau qui se trouvent sur leurs terres.

Éducation

33. Le Canada accepte les recommandations:

- 72, 134, 135, 136, 137, 138 et 140.

Sécurité nationale, sûreté publique et maintien de l'ordre

34. Le Canada accepte les recommandations 153, 157 et 158.

35. Le Canada accepte en principe les recommandations 154, 155, 156 et 161. Plusieurs examens, études et enquêtes provinciaux ont été menés au sujet de l'utilisation appropriée d'armes à impulsion; les agents de la force publique effectuent des évaluations de risques concernant le recours à la force et il existe des dispositifs visant à garantir la responsabilisation. Le Canada estime que son système de certificats de sécurité est conforme à ses obligations internationales. Le Canada n'accepte pas l'affirmation faite dans la recommandation 161, mais il signale que de solides mécanismes sont en place pour traiter les plaintes relatives à la conduite des représentants de la sécurité publique.

36. Le Canada n'accepte pas les recommandations:

- 122: cette recommandation n'entre pas dans le champ de l'Examen périodique universel. Néanmoins, le Canada respecte les traités internationaux relatifs à l'extradition auxquels il est partie, et s'efforce constamment de renforcer la coopération avec ses partenaires en la matière, dans les limites de ses lois;
- 159 et 160: un système de contrôle rigoureux a été établi pour garantir que les allégations de fautes commises par des agents de la sécurité et de l'administration

pénitentiaire font l'objet d'enquêtes approfondies et sont convenablement traitées; des recours sont ouverts si les plaintes sont fondées;

- 162: les non-ressortissants ne sont pas admis au Canada s'ils ont mené, mènent ou sont susceptibles de mener des activités menaçant la sécurité nationale. La rétention peut être utilisée si la personne en question compromet la sûreté publique ou si elle risque de fuir. Le placement en rétention et les conditions de libération sont régulièrement examinés par des organes juridictionnels impartiaux.

Violences à l'encontre des femmes et des enfants

37. Le Canada accepte les recommandations:

- 57, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 102, 103 et 106. Concernant les recommandations 86, 95 et 102, le Canada a adopté de nombreuses mesures, à l'appui de l'objectif d'élimination de toutes les formes de violence à l'encontre des femmes et des filles autochtones.

Le Code criminel, les législations civiles relatives à la prévention de la violence familiale des provinces et des territoires et la loi sur les foyers familiaux situés dans les réserves et les droits ou intérêts matrimoniaux font partie des mesures visant à prévenir et à réduire les violences à l'encontre des femmes et des enfants et à obliger les auteurs de tels actes à en répondre. Parmi les mesures non législatives figure la stratégie en sept volets du Gouvernement canadien, qui vise à renforcer les moyens d'action des forces de l'ordre et du système judiciaire en ce qui concerne les disparitions et les homicides de femmes et de filles autochtones et l'amélioration de la sécurité au sein des communautés. De plus, le Canada continuera de fournir un appui aux peuples autochtones et aux habitants du Nord, d'améliorer la sécurité des femmes au sein des communautés autochtones et il s'efforcera d'accroître le bien-être social et la prospérité économique.

En outre, plusieurs comités et groupes de travail aux niveaux fédéral, provincial et territorial traitent des violences faites aux femmes et aux filles autochtones. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux échangent également des informations et collaborent dans le cadre d'initiatives liées à l'égalité des femmes, notamment par le biais du Forum des ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables de la condition féminine.

38. Le Canada accepte en partie la recommandation 96. Les gouvernements canadiens ont pris des mesures visant à garantir l'application systématique et effective des lois relatives à la violence familiale dans l'ensemble du pays. Parmi ces mesures figurent les mécanismes de protection contre les violences à l'égard des femmes et des enfants prévus par le Code criminel, qui s'appliquent à tous les niveaux de l'administration, les directives et les programmes de formation pour les membres de la police et les procureurs de la Couronne chargés des affaires de violence familiale, et les dispositifs établis aux niveaux fédéral, provincial et territorial, comme le Comité permanent de hauts fonctionnaires et le Groupe de travail sur la violence familiale.

39. Le Canada n'accepte pas les recommandations:

- 58, 96 (en partie), 97, 98, 99, 100, 101, 104 et 105.

Le Canada est fermement décidé à agir en concertation avec les groupes autochtones et non autochtones pour prévenir et faire cesser les violences à l'encontre des femmes et des filles autochtones, et de nombreuses mesures législatives et administratives visant à régler ce problème urgent sont en place aux niveaux fédéral, provincial et territorial. Les gouvernements provinciaux et territoriaux ont établi ou établissent leurs propres plans d'action pour lutter contre la violence, y compris la

violence à l'égard des femmes et des filles autochtones. Des enquêtes ont été menées et des propositions d'amélioration formulées au fil des ans. Le Canada prend des mesures pour mettre en œuvre des solutions concrètes visant à prévenir et à réduire les violences et à accroître la sécurité au sein des communautés. En outre, pour des raisons pratiques et des questions de méthodologie, de droit et de respect de la vie privée, les statistiques fondées sur la race ne sont pas systématiquement enregistrées dans le cadre du système de justice pénale.

Traite des êtres humains

40. Le Canada accepte les recommandations:

- 107 (première partie relative au Plan d'action national de lutte contre la traite des personnes du Canada), 108, 109, 110 et 111.

41. Le Canada accepte en principe la seconde partie de la recommandation 107. Le Canada continuera de soutenir les politiques et les programmes qui favorisent l'égalité des sexes en droit et de promouvoir les droits des femmes et des filles.

Autres recommandations

42. Le Canada accepte en principe la recommandation 151 (entreprises et droits de l'homme) et continuera d'encourager les entreprises canadiennes à adopter une conduite responsable dans le cadre de leurs activités à l'étranger.

43. Le Canada n'accepte pas la recommandation 121 (Canadiens condamnés à mort à l'étranger), mais il continuera d'examiner au cas par cas s'il y a lieu de solliciter la clémence pour les Canadiens condamnés à mort à l'étranger.

44. Le Canada n'accepte pas la recommandation 152 (aide au développement), qui n'entre pas dans le champ de l'Examen périodique universel.
